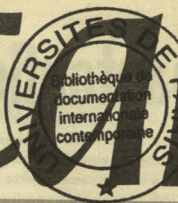


# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
11 au 17 décembre 1997



10,00 F

## SDF: chronique d'une hypocrisie L'égalité pas la charité!

**L**ES GRANDS FROIDS HIVERNAUX ont fini par gagner l'hexagone. Cette météorologie somme toute attendue, quand il s'agit d'un mois de décembre européen, va déclencher un réflexe non moins attendu: la compassion envers les plus démunis.

D'un coup, d'un seul, l'hypocrisie aidant tout naturellement, un certain nombre de discours relayés par quelques gestes aux conséquences bien timorées, au regard de l'ampleur et de la profondeur de la misère, vont s'attacher à montrer que, face à cette dernière, face à la rudesse des conditions de vie que rencontrent les «S.D.F.» et autres exclus sociaux, «ON» se préoccupe, «ON» s'active, «ON» se mobilise... et «ON» agit...

pekin moyen tout en relayant (partiellement bien entendu) l'incurie de l'État et du Capitalisme face aux conséquences de la misère qu'ils engendrent sur toute la surface de la planète.

Des repas chauds vont être servis, des stations de métro vont rester ouvertes, des couvertures seront distribuées, des églises (peut-être car les sans-papiers n'ont pas toujours rencontré cet élan de «générosité») se feront accueillantes, le temps d'un coup de gel...

### La misère, l'État et le capitalisme l'organisent!

Mais, entendons-nous bien! Il ne s'agit pas ici de solidarité... Tout juste s'agit-il d'une mise en scène annuelle de la bonne conscience judéo-chrétienne,

démocratiques, les États actuels gênent et favorisent la misère, l'exclusion (et le racisme) pour le plus grand bien des intérêts particuliers des possédants, bien entendu!

Les «S.D.F.» chassés, à l'approche de l'été, des centres des cités touristiques (Perpignan, Nice, La Rochelle... pour en signaler quelques-unes gérées par des diles du centre, de droite ou de... gauche), redeviennent, le temps d'un frimas, des êtres humains, dignes d'un peu d'attention (même si d'aucuns les considèrent comme des sous-hommes, le restant de l'année)...

Les anarchistes n'ont pas de leçon à donner! Aussi, nous ne nous rangeons pas sous la bannière de la «morale» quand nous nous élevons contre les conditions et contre la violence faites à des hommes par d'autres hommes, au nom de systèmes iniques et totalement anti-humains.

C'est un souci éthique qui nous guide quand nous nous révoltons contre la traduction objective de l'Injustice sociale. Celle-ci est économiquement, socialement et politiquement pensée, voulue, mise en œuvre et entretenue par les nantis et les gens de pouvoir. Elle l'est d'autant plus facilement que cela se produit dans une certaine indifférence, voire le silence complice d'un trop grand nombre de gens.

### Pour un avenir solidaire

Il devient urgent de s'attaquer aux racines de la misère et aux véritables causes qui produisent cette vie au rabais.

Les logements pour tous, les besoins physiologiques, sociaux et culturels satisfaits dans leur totalité, le partage réel, solidaire et égalitaire des fruits de la gestion et de la production sociétaire, ici (nationalement) et sous toutes les latitudes (internationalement), sont les axes de lutte concrets et immédiats sur lesquels nous vous appelons à vous mobiliser.

Il n'en reste pas moins que, la globalisation de ces luttes et leur fédération vers un but unique, l'avènement d'une société humaine, de justice, égalitaire et solidaire, sont les moyens les plus efficaces et les plus appropriés pour en finir avec le spectacle de la misère quotidienne et pour en finir une fois pour toute avec les systèmes qui s'en nourrissent.

Edward - groupe Puig Antich (Perpignan)

### Numéro hors série de fin d'année du Monde Libertaire

le 18 décembre dans les kiosques

Pour terminer l'année, le Monde libertaire sort un numéro spécial de 44 pages en format revue.

Vous y trouverez des articles portant sur le bilan social et politique de l'année 1997; la sécurité sociale; l'immigration, intégration, assimilation; le mouvement des paysans sans terre au Brésil; les années de plomb en Italie; les leçons d'octobre (sur les 80 ans de la Révolution Russe), Les 70 ans de l'exécution de Sacco et Vanzetti, les Bourses du Travail, une structure originale du syndicalisme français; une interview de Richard Prost à propos de son dernier film sur la lutte anarchiste contre le franquisme de 1939 à 75...

### Reprise de la parution hebdomadaire le jeudi 8 janvier

## EDITORIAL

Il s'appelait Jean-Marc. Il avait 18 ans. Habitaient la banlieue est de Lyon. Mort à la suite d'un racket qui s'est mal fini, pour une chaînette et 100 balles. Nous ne pouvons que déplorer cette mort stupide et inutile. Et nous déplorons tout autant les récupérations politiques de la part du F.N. et du P.S., qui par la présence de Ségolène Royal se trouvait comme par hasard dans la manifestation qui a rassemblé plus de 4 000 personnes le vendredi 5 décembre.

Il s'appelle E.A.S. Ernest-Antoine Seillière. C'est lui le futur «tueur» du C.N.P.F. Enfin présenté comme tel, et qui depuis quelques temps multiplie les déclarations de «guerre» à l'encontre de son ex-pote énarque Jospin. Il veut «le faire tomber sur les 35 heures». Pour ce faire, le C.N.P.F. organise durant toute cette semaine des états généraux dont le titre est évocateur: «Temps de travail: tout le monde ne chausse pas du 35!» Quels blagueurs, ces patrons! Ce sont les travailleurs qui devraient leur mettre des coups de pied au cul! Tout cela pour dire que la violence organisée par ces décideurs - comme ils se nomment eux-mêmes - est la première de toutes les abjections. Le système capitaliste a créé les inégalités sociales et économiques, et les ressentiments de ceux qui n'ont rien. Il nous faut abattre ce système inégalitaire! Parce que mourir pour des brouilles est impensable. Alors que les responsables s'arrogent le droit de déréglémenter, de pressurer, de précariser les travailleurs, d'appauvrir chaque jour des milliers de personnes, de les pousser dans leurs derniers retranchements.

Oui, messieurs les patrons du privé ou de l'État, nous ne vous laisserons pas faire. Parce que nous ne voulons pas de ce système économique!

### REVOILÀ LE GÉNÉRAL HIVER



Ce «ON» décline symboliquement l'hypocrisie institutionnalisée. Les organisations «humanitaires» et «bienfaitrices», toutes ointes ici bas des meilleures intentions, dégoulineront de compassion vis à vis des pauvres, des errants, des sans-le-toit, des sans-le-sou, des sans-l'ouvert...

Les organisations caritatives, nous explique-t-on, font dans «la solidarité»! En fait elles théâtrent à grand renfort de médias et culpabilisent ainsi le

prête à se mettre en marche quand les effets réunis et dévastateurs de la politique d'aliénation étatique et de l'exploitation capitaliste se font sentir avec trop d'insistance et de dureté.

Ne faut-il pas réaffirmer, avec une certaine insistance, que si le froid est rude (et quelques fois même mortel) et si la faim et l'absence de confort (doux euphémismes) sont difficiles à supporter, il n'en demeure pas moins vrai que les conditions de vie qui sont faites à des femmes et des hommes totalement démunis ne sont pas le fruit du hasard, mais l'exacte conséquence de la politique d'exploitation et l'une des manifestations spectaculaires des inégalités sociétaires.

Même parés des vertus humanitaires, des intentions libérales et des oripeaux

ISSN 0026-9433 - N° 1104

M 2137 - 1104 - 10,00 F



FOP 2520

# La chemise brune et la pantoufle

**F**ACE AUX PRESSIONS DU F.N. et de la droite dure, les bibliothèques sont au centre d'enjeux idéologiques. Rapide éclairage sur une profession méconnue et ses récents démêlés avec l'extrême droite.

## Tradition républicaine

Très majoritairement partisane du grand consensus mou, la profession de bibliothécaire n'était, jusqu'à très récemment, absolument pas préparée à l'offensive de la droite dure et de l'extrême droite contre la lecture publique. Jusque-là, les pressions politiques sur les bibliothécaires quant au choix des ouvrages ou des maisons d'éditions n'étaient guère le fait que des municipalités communistes, principalement, et de quelques élus de tous bords plus autocratiques que la moyenne. Le P.C.F. faisait « travailler les camarades », les autres se contentant le plus souvent de victoires symboliques. Rien de « scientifique » ou systématique, les stalinien français se « contentant » généralement de l'histoire et de la sociologie, domaines d'ailleurs déjà majoritairement acquis, chez les universitaires au moins, à une vision « progressiste » du monde. Précisons tout de même, s'il le fallait, que cette vision progressiste s'arrêtait aux frontières des interprétations marxistes ou bourgeois – c'est-à-dire étatistes – pendant que la riche et foisonnante tradition intellectuelle libérale, en pleine renaissance à partir des années soixante-dix, était systématiquement négligée, sauf pour quelques ouvrages alibis, généralement historiques. Bref, le train-train de la censure et de l'autocensure consensuelle et républicaine.

## Modernisation

Les bibliothèques publiques en France ont connu depuis 25 ans un développement sans précédent : extension des locaux, croissance très importante de leur public qui représente aujourd'hui plus de dix millions de personnes réparties sur 2 500 bibliothèques environ. Cette expansion a été étroitement liée à

un professionnalisme rigoureux – remis en question récemment par la suppression de l'examen national, le C.A.F.B. – doublée d'une féminisation et d'un rajeunissement constant. Périmée donc, depuis bien longtemps, l'image de la vieille fille à chignon. Cet « âge d'or » – crédits en augmentation dans des locaux neufs – a pris fin. Les jolies médiathèques s'avèrent parfois surdimensionnées et donc très onéreuses en fonctionnement, les mairies n'embauchent souvent plus guère que du personnel complémentaire au rabais – sous contrat – alors que le taux de fréquentation augmente régulièrement. Les crédits d'acquisition de livres diminuent – parfois jusqu'à 50 % – et l'inquiétude politique gagne des esprits peu préparés à de pareils enjeux.

Le plus souvent issu de la classe moyenne salariée, après des études sans histoire et un examen rigoureux, le bibliothécaire, tout imprégné de son idée de service public et de sa vision consensuelle – rose et verte – d'une société où les conflits de classe (le salaire net) doivent rester polis, se trouve fort dépourvu quand vient la bise fasciste. Cette impréparation est personnelle (origine sociale), politique (esprit consensuel), physique (dispersion géographique) et professionnelle (« les bib » sont des fonctionnaires, soumis aux élus).

## La bise brune est mortelle

La bise brune s'est levée au sud-est et elle pue. Dans cette région, tout commença discrètement à Toulon, avec l'équipe municipale P.R. du mafieux Maurice Arrekk qui s'intéressa de près au contenu des rayons de la bibliothèque municipale centrale : mais les trois coups sont donnés publiquement à Orange, où le F.N. Jacques Bompard est élu maire en 1995. Après ses agissements contre les chorégies et la suppression des subventions aux associations humanitaires, il s'attaqua au « cosmopolitisme », c'est-à-dire à des choix d'ouvrages traitant du rap, de la seconde guerre mondiale ou... du racisme. Le maire court-circuita le chef du service et exclut

des listes d'acquisition – qu'il exige – les contes régionaux étrangers destinés à la jeunesse et rejette des titres jugés « trop sérieux » (pédagogie, philosophie) pour adultes... pour privilégier le divertissement pur et le « respect des bonnes mœurs » au détriment de la fonction d'information, d'étude et de culture d'une bibliothèque publique. Douste-Blazy, alors ministre (R.P.R.) de la culture, commande un rapport au doyen de l'Inspection générale des bibliothèques, Denis Pallier, qui décortique la « dérive » et conclut négativement son rapport, au détriment de la mairie... alors que le projet d'ouverture d'une grande médiathèque est déjà bien avancé. Seulement, le poste de conservateur y est vacant depuis mars 1996, date de la déraison de sa titularité et des autres professionnels. A Orange, le « rééquilibrage » idéologique au profit des fascistes est politiquement achevé. Bompard s'en réjouit publiquement.

A Toulon, passée au F.N. également, J.-M. Le Chevalier contrôle systématiquement les bons d'achat, impose le vichyste Alexis Carrel – théoricien de l'eugénisme – ainsi que les abonnements à *Présent* et d'autres revues du même style brun. Puis il contraind les libraires de la ville à accueillir un stand de cet hebdo à la fête du livre. La gangrène s'attaque alors à Marignane en juin 1995 en la personne de Daniel Simonpieri qui s'occupe en juillet de l'année suivante de faire annuler les abonnements aux journaux « de gauche » (concept large), ayant par ailleurs acquis ceux de *Rivarol*, *National hebdo* et *Présent* dès sa prise de pouvoir. Pour ces divers titres les « souches » d'économie appliqués à tous les services » pouvaient être remis. Défilent alors sur les rayons – parfois en trois exemplaires – les inévitables débris éditoriaux d'extrême droite commandés directement par les élus, déséquilibrant un fond dans une volonté de « rupture avec l'ordre moral ancien » (dixit). « Il est temps de donner un bon coup de balai aussi bien dans les bibliothèques que dans les différents rouages du pouvoir » (*National hebdo* - sept. 1997). Rupture en effet avec la pratique générale que la décision du 14 octobre 1997 consistant à interdire l'accès à la B.M. aux enfants de moins de dix ans « sans être accompagnés d'un de leurs parents. » La dégradation de l'équipement est impressionnante, toutes les expositions et animations sont annulées ou récupérées pour les besoins de la propagande, tandis que le successeur de la professionnelle est uniquement titulaire du « certifié » et dénué d'expérience. La prise en main est fermement assurée dans l'indifférence de la population. Dresser la liste des exactions serait long ; elle se prolonge à Vitrolles et



ailleurs chaque fois que la bête immonde prendra des forces.

## « La botte et la pantoufle », conte réaliste

Les bibliothécaires sont dorénavant en première ligne, même dans les municipalités autres que F.N., les exemples se sont récemment multipliés ailleurs que sur la Côte-d'Azur, sans que la presse s'en fasse l'écho... grâce au silence des intéressés qui ont peur de politiser leur position de résistance. Se réfugier derrière le professionnalisme est une attitude vouée à l'échec et ce n'est pas le futur « statut des biblio-

thèques » (à l'étude) qui empêchera la montée en puissance de l'extrême droite. Une plus grande efficacité, face aux pressions claires ou rampantes, est à chercher dans une politisation publique de cette résistance, comme certains commencent à le comprendre. Les « bibs » ont-ils cette volonté ? La réponse semble progressivement devenir positive, les esprits changent, mais l'arbre de la résistance de quelques uns – ou quelques unes – ne nous cache-t-il pas la forêt de l'apathie ? En B.M. comme ailleurs, les bruits de bottes sont souvent précédés de l'assourdissant silence des pantoufles.

Frank Thiriot.

## Monte Verità

La montagne de la vérité, documentaire d'Henry Colomer diffusé sur Arte le mercredi 10 décembre à 20 h 45 essaie de démontrer le rôle ambigu qu'auraient les pionniers d'une communauté libertaire située près d'Ancona en Suisse au début du siècle. En suivant l'itinéraire de quatre d'entre eux qui y ont séjourné : Otto Gross, psychanalyste, Gusto Graser, vagabond, Rudolf von Laban, chorégraphe qui se mettra au service de Goebbels, Erich Mühsam, poète anarchiste assassiné par les nazis, le documentaire richement illustré tente de dévoiler que cette communauté aurait favorisé la montée du nazisme. Erich Mühsam n'aurait-il pas écrit un hymne végétarien en 1905, et Hitler n'était-il pas végétarien ? D'autres sophismes servent d'arguments. Or cette expérience communautaire s'arrête en 1920, et en dehors du soutien qu'apporta Mühsam à Otto Gross lorsque celui-ci fut interné sur l'ordre de son père, les liens entre ces quatre personnages ne sont pas abordés. Si leur sort, en dehors de celui de Laban est tragique, est-ce une raison pour en conclure que s'ils ont échoué c'est qu'ils avaient tort ? Doit-on croire que ceux qui réussissent dans la vie ont raison ?

Eric Jarry

## RECTIFICATIF

Dans le précédent *Monde libertaire* (n° 1103), deux erreurs se sont malencontreusement glissées dans l'article « Pour un monde sans frontières ».

L'absence de l'adverbe « ne » fait sombrer dans l'incohérence le premier élément de l'argumentaire « la gauche refuse le débat ». Il fallait lire « la France ne pouvant accueillir toute la misère du monde ».

Dans la partie intitulée « fantôme d'invasion », deux lignes ont disparu, rendant incompréhensible le paragraphe suivant : « Dans toute société, seule une faible minorité d'individus choisit le déracinement pour un profit hypothétique, même dans le cas où le différentiel de niveau de vie est considérable. Seules les situations où la survie elle-même est en jeu, dans des cas de famine grave ou de guerre civile, peuvent provoquer de véritables exodes ».

## Souscription Monde libertaire

**Novembre 1997 :** Millot Guy : 310 F ; Groupe de Rouen, Miaux, Puech : 100 F ; Gadonna M., Caignot, Chassaing, Estorgues B., Martinez, Cavalier G., Lallemand S., Vignal, Legois, Armand P., Bouzin, Bondar, Gregoire, Jimenez, Cariu, Sergent, Maurin, Garcia, Lauth, Barbotte : 60 F  
**Total = 1810 F.**

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° .....(inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1997  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

LYON

## L'État et sa justice savent défendre leurs petits

**N**OUS VOUS AVONS TENU au courant dans les pages du *Monde libertaire* (voir n° 1084 et 1096), au cours des mois derniers, de la constitution et des actions menées à Lyon par le Collectif contre les violences policières. Collectif qui fut constitué suite à l'arrestation le 25 avril dernier de trois militants lyonnais, deux heures après la dispersion d'une manifestation contre l'expulsion de deux lieux « alternatifs ». Ce collectif avait aussi la volonté de s'inscrire dans une dynamique d'ensemble en faisant le lien avec ce qui s'était passé à la même époque à Marseille et Toulouse. Dans ces deux villes, au cours de manifestations contre le F.N. des militants antifascistes avaient été arrêtés et violentés par la police.

Sur Lyon, les trois militants arrêtés ont été inculpés, après dix-sept heures de garde à vue et d'humiliations marquées par des violences physiques et verbales, de « violences à agent de la force publique » pour deux d'entre eux et d'« inscription sans autorisation sur bâtiment public » pour le troisième. Un premier procès, prévu le 12 juin 1997, fut à la demande de la défense reporté au 16 octobre. Un report qui permit de faire citer à compa-

raître un des policiers ayant exercé des violences à l'encontre de l'un des inculpés.

Lors du procès, sept témoins s'exprimèrent sur les « violences à agents » imaginaires avancées par les forces de police. Les avocats de la défense ont mis en avant des photos remettant largement en cause les versions policières ainsi qu'un certificat médical faisant acte des violences subies par les inculpés. En face, douze policiers ayant participé aux arrestations ont dû venir témoigner. En toute logique et comme un seul homme, ils donnèrent tous la même version des faits, affirmant ainsi leur solidarité avec leur collègue mis en cause.

### Un verdict sans concessions

Le 13 novembre dernier, le tribunal correctionnel a rendu public le délibéré de ce procès. Le policier inculpé a bien évidemment été relaxé. Les deux militants inculpés pour « violences à agent » ont été condamnés à 5 000 F d'amende dont 3 000 avec sursis et 2 500 F de dommages et intérêts. Le troisième inculpé a lui écopé de 3 000 F d'amende avec sursis. Le tribunal a pris la décision d'appliquer ces peines sachant très bien qu'un des

jeunes est S.D.F. et sans ressource et que les deux autres vivent avec moins de 2 500 F par mois.

Le collectif lyonnais contre les violences policières avait lui comme objectif dans le cadre de ce procès de réclamer la relaxe des trois inculpés, la condamnation des policiers et de dénoncer les exactions de la police à Lyon comme ailleurs. Lors de la campagne menée avant le procès, le collectif a pu réunir plus de 2 600 signatures de pétitions de soutien, organiser deux rassemblements devant le tribunal correctionnel ainsi qu'une réunion publique le 10 octobre dernier. Sans cette mobilisation, le verdict sévère que nous ne pouvons que tous dénoncer aurait pu être pire, à l'image des condamnations pour les mêmes accusations à Marseille et Toulouse où des peines de prison avec sursis ont été « quasi automatiques ».

Une fois de plus la parole du policier a pesé plus lourd que celle du simple citoyen, et la justice a montré son soutien total vis-à-vis de la police. Il y a déjà quelques siècles, Jean de La Fontaine estimait que « selon que vous soyez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir ».

David. — groupe Durruti (Lyon)



### Bally : les salariés veulent créer « leur » entreprise

Les ex-salariés de Bally, dont une forte proportion de femmes, occupent depuis plusieurs mois l'usine de Villeurbanne. Ils ont décidé de prendre une initiative visant à relancer la production de chaussures par la création d'une nouvelle entreprise. C.G.T. en tête, ils appuient le rachat des lieux, du matériel et des stocks par deux cadres (un banquier et un ex-Bally). Les salariés apportent 700 000 F dans la corbeille, soit la moitié de l'argent nécessaire à l'opération.

Le projet de rachat prévoit l'embauche de 69 personnes (sur plus de 200 licenciés) pour effectuer des travaux de sous-traitance à la demande d'entreprises clientes.

Sur le long terme, il est envisagé de créer une marque spécifique.

Bien entendu les salariés prennent un risque, mais il est difficile de faire la fine gueule lorsque l'on sait qu'ils se battent le dos au mur, et que pour nombre d'entre eux c'est la seule chance qu'ils aient de retrouver un emploi au vu de leur âge et du taux de chômage actuel.

Bien entendu, nous aurions préféré voir cette initiative se prendre sous la forme d'une coopérative de production plutôt que sous la forme d'une société anonyme par action. Cela aurait peut-être permis d'envisager une intervention des salariés dans l'organisation du travail et la répartition des salaires. Cela aurait aussi permis de faire avancer l'idée qu'une conception autogestionnaire de la société peut être revendiquée dès à présent. Jusqu'à présent, cela n'a pas vraiment été le premier souci de la C.G.T. Bally. Cela ne nous empêchera pas de leur souhaiter bonne chance.

groupe Kronstadt

## Élections Prud'homales Justice de classe contre Justice sociale !

**L**A CAMPAGNE DES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES a fait rage et chaque syndicat a attendu avec anxiété le résultat des courses. L'enjeu était de taille : le total des voix obtenues détermine en effet le nombre de postes de juges qu'un syndicat occupera dans les différents tribunaux prud'homaux, avec le financement qui s'y rattache.

Dans ces conditions il nous paraît important que les listes C.F.N.T., (Coordination française nationale des travailleurs) affichant clairement l'idéologie fascisante du F.N., ne recueillent aucune voix, car cela contribuerait au renforcement d'une organisation dangereuse pour le droit des travailleurs.

Ceci dit nous ne pouvons qu'être inquiets des discours syndicaux, finalement assez proches de ceux qui ont cours lors de toutes les élections, à savoir : votez pour moi et ça ira mieux demain.

C'est oublier que les tribunaux prud'homaux sont des institutions cogerées par des représentants des salariés et par des représentants patronaux.

Rappelons que 720 000 patrons élisent autant de conseillers prud'homaux que 15 500 000 salariés !

Peut-on en attendre une réelle justice sociale ? Peut-on espérer y voir condamner le capitalisme assurant aux classes dominantes la jouissance de la plus grande part des richesses produites au détriment de l'ensemble des salariés ? Sûrement pas ! Nous pensons que pour se défendre les travailleurs doivent s'organiser en dehors de toute ingérence patronale.

C'est au sein de structures autonomes que peuvent s'élaborer les luttes sociales permettant l'instauration d'un rapport de forces favorable aux salariés.

Aller quémander dans un tribunal une justice faite pour pérenniser l'exploitation et la domination ne constituera jamais une alternative même si pour des individus isolés elle est souvent le seul recours.

Pour un véritable changement social seules les luttes revendicatives peuvent permettre à chacun de construire sa dignité d'être humain.

groupe Déjaque

## En bref

■ Vous pouvez rencontrer les militants du groupe Jules Vallès (Grenoble) de la F.A. le premier mercredi de chaque mois à 12 h 30, lors de sa table de presse au resto U Diderot (campus). Vous y trouverez le journal anarchiste La Faille, dont le n° 7 vient de paraître. Vous pouvez vous abonner à ce fanzine traitant à la fois de l'actualité et des questions de fond de l'anarchisme : 36 F les 6 numéros (1 an; chèque à l'ordre de L.A.P.) Pour tout renseignement : B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02

■ Permanence du groupe libertaire de Tours chaque jeudi de 14 h à 16 heures à la fac des tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32 rue Carnot.

■ Un nouveau groupe de la F.A. s'est constitué à Saint-Etienne. Le groupe Les Asturies c/o : ELS, B.P. 297, 42016 Saint-Etienne cedex 01. Permanence les vendredis de 15 à 20 heures, samedis de 13 h 30 à 19 heures et dimanches de 10 à 13 heures au 2, rue Paillon. Vente du Monde libertaire le samedi à partir de 10 heures devant la bibliothèque municipale.

■ Un groupe de la F.A. vient de se constituer à Cergy-Pontoise. c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. 75011 Paris

■ Le groupe Louise Michel de la F.A. de Lille vend le Monde libertaire tous vendredis de 11 h 30 à 12 h 30 à la Fac de Nanterre (Bât. B).

■ Le groupe Humeurs Noires de la F.A. de Lille anime une émission de radio « La voix sans maître » tous les vendredis de 20 h à 21 heures sur Radio campus (106.6) ; il tient une table de presse le mercredi de 12 h 15 à 14 heures à la fac Lille III (Bât. A). Groupe Humeurs noires, c/o C.C.L., 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille Fives.

■ Le numéro 20 du journal La Mistoufle du groupe libertaire Dijonais (scalp/FA) vient de paraître. Prix libre + 4,70 F en timbre à GLD c/o « les voix sans maître », 7, rue du docteur chaussier, 21 000 Dijon. Par ailleurs, vous pouvez rencontrer le groupe F.A. « la mistoufle » les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredis de chaque mois à l'adresse ci-dessus à partir de 19 heures.

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
Radio libertaire, le Monde libertaire  
<http://www.altern.org/fa>

IVRY-SUR-SEINE

# Rencontre avec des sans-papiers

Dans le Val de Marne, environ 13 000 dossiers de régularisation ont été déposés, dont 2500 par le Collectif départemental qui regroupe des représentants des sans-papiers et des associations. Nous avons tissé des liens particuliers avec les camarades du Foyer d'Ivry-sur-Seine, dans un esprit de soutien fraternel, mais aussi avec la conscience que leur lutte est avant tout celle de la frange la plus exploitée et la plus précarisée de la classe ouvrière. C'est donc avec plaisir que nous collaborons aux initiatives du Comité autonome des sans-papiers du Foyer. Ils ont été récemment les invités de l'émission « Pas de quartiers » sur Radio libertaire.

**M.L. :** On parle beaucoup du problème des sans-papiers, c'est un débat dans la société française, mais quotidiennement qu'est-ce que ça veut dire être sans-papiers, comment vit-on sans papiers ?

**S. :** La vie est très dure pour nous, de rester sans papiers, sans ressources, du jour au lendemain on ne sait pas ce qu'on va devenir. Rester sans papiers, c'est la misère. On est dans une misère vraiment incroyable. Quand on n'a pas de papiers, on ne peut rien faire dans cette vie. Il faut avoir des papiers pour pouvoir travailler, avoir un logement. Sans papiers tu ne peux pas avoir certains droits en France. On est là, on veut s'intégrer dans la société française, mais c'est impossible sans papiers.

Il y a des gens qui sont ici depuis dix ans, quinze ans qui n'ont pas de papiers. Dans certains pays, on te donne des papiers au bout de quelques années. Nous on veut avoir des papiers pour avoir les mêmes droits que les autres. Nous sommes là pour travailler et pour vivre comme les autres.

Au foyer, la plupart des demandes de régularisations sont rejetées, quatre sur cinq environ. On nous reproche de ne pas avoir sept ans de présence en France, de ne pas payer d'impôts, de ne pas avoir d'activité salariée. On demande à un clandestin de fournir des bulletins de salaire, de payer des impôts... C'est vraiment inadmissible !

Certains travaillent avec des fausses cartes, et on leur retient toutes les cotisations maladie, chômage, vieillesse, mais on ne peut jamais toucher les prestations. Ceux-là présentent des fiches de paie, des certificats de travail, et la préfecture trouve des prétextes pour les refuser. Moi, ça me dégoûte. Qu'on rentre dans les critères ou pas, on se fait rejeter.

Les patrons trouvent leur intérêt à embaucher des clandestins. Celui qui n'a pas de papiers ne peut se plaindre nulle part, ni à la police, ni aux syndicats. Tu prends ce qu'ils te donnent. Tu es obligé de faire ce boulot pour t'en sortir, envoyer un peu d'argent au pays... On dit que nous sommes des célibataires ; en France, c'est vrai, mais nous avons notre famille au pays, qui compte sur nous, femme et enfants. On ne peut pas les emmener ici, pour leur faire partager notre misère. On n'a pas la possibilité de payer des loyers

ailleurs qu'au foyer. Ils disent que nous sommes célibataires sans charges, mais c'est faux. On est venu pour chercher du travail, pour nourrir nos familles. Si on avait les moyens, on resterait chez nous.

Nous, on vit l'enfer ici, il faut le dire. L'enfer parce que nous n'avons aucun droit. Pas le droit de circuler librement, pas de sécurité sociale, pas d'allocations familiales. Même pour certains achats importants, on te demande des papiers. La vie est très dure.

On nous enchaîne pour nous mettre dans les charters, on nous traite

de présence. Je trouve ça incroyable, ils n'ont même pas étudié les dossiers ! Je suis arrivé en France en 1983, avec un tampon d'entrée sur mon passeport. On me dit que je n'ai pas de visa, alors qu'à cette époque, il y avait une convention entre la France et le Mali, on n'avait pas besoin de ce visa. C'est Chirac qui l'a instauré en 1986. Tout ça c'est des conneries, j'ai un tampon d'entrée, je ne suis pas rentré en fraude ! Cette circulaire, ce n'est pas pour régulariser les clandestins, c'est pour les identifier, les localiser, les compter... Les préfets font comme ils veulent, la circulaire leur laisse les mains libres... Pour moi, c'est une régularisation bidon.

**M.L. :** Pour que ce mouvement aboutisse un jour, et pour qu'il y ait une régularisation pour tous, il faut qu'il y ait un mouvement assez large dans la société, tant parmi les Français que parmi les immigrés.

nir quelqu'un, c'est dans les faits, pas seulement dans les mots. Nous trouvons qu'au niveau du Val-de-Marne, ce n'est pas comme avant.

Les syndicats, les associations sont moins mobilisés. Quand tu veux soutenir quelqu'un, il ne faut pas être entre le marteau et l'enclume. Quand tu veux soutenir le gouvernement, soutiens le gouvernement. Si tu veux soutenir les sans-papiers, il faut les soutenir, sans arrière-pensées. Au Collectif départemental, ils veulent soutenir le gouvernement et les sans-papiers en même temps. Ça ne peut pas marcher. C'est avant tout à nous de nous mobiliser.

Le soutien des élus locaux, c'est de la politique, on sait ce qu'il en est. Nous avons fait beaucoup d'efforts, mais ce n'est que le début. Nous ferons tout pour faire reculer le gouvernement socialiste. Le Parti socialiste est venu au pouvoir, et il nous a trahi. Sous la droite, Jospin avait manifesté à nos côtés. Aujourd'hui, il est arrivé au pouvoir, et il a trahi les immigrés.

Il a trouvé le palais du Premier ministre, il est tranquille dans son fauteuil. Nous lui disons qu'il a trahi le monde entier aussi. Le problème de l'immigration, ce n'est pas que la France qui est concernée. Nous avons été colonisés par les Français et aujourd'hui ils ne veulent pas nous recevoir. C'est une honte.

Notre but, notre combat, c'est pour qu'on régularise tous les sans-papiers qui sont là. Pas seulement à Ivry, je veux la régularisation de tout le monde. Nous demandons aussi la

libération des détenus pour séjour irrégulier et la fermeture des centres de rétention.

Ce sont ceux de Saint-Bernard qui ont commencé la lutte, maintenant on y est tous. Avant, on n'était pas organisé comme maintenant. On était un peu dispersé, mais maintenant, nous nous sommes regroupés pour lutter ensemble. Nous deman-

## Meeting

dimanche 14 décembre  
à 14 heures au Foyer,  
13, rue J-J Rousseau  
à Ivry-sur-Seine  
(M<sup>o</sup> Mairie d'Ivry)

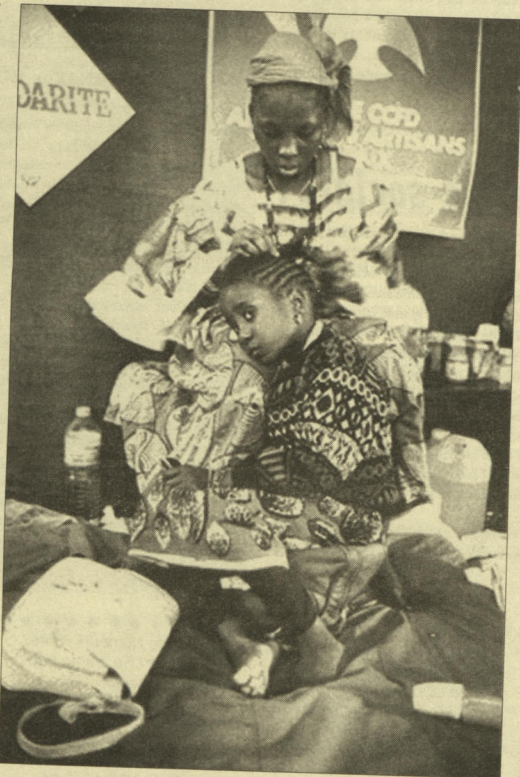
Français ou étrangers, avec ou sans papiers, nous sommes tous victimes à un degré ou à un autre de l'exploitation et de la précarité.

Celui qui touche à l'un d'entre nous nous attaque tous !

Les sans-papiers d'Ivry

dans nos soutiens d'être à nos côtés sans faillir, et sans arrière-pensées. Notre combat, c'est un seul combat, lutter pour tous. On va lutter jusqu'au bout, on ne s'arrête pas. On ne veut pas que cette chance nous échappe. On veut une solidarité pour que tous soient égaux dans la société française. On veut vivre comme les citoyens français.

propos recueillis par Max



comme des chiens. J'ai vu des gens arrêtés dans le train, enchaînés ; vraiment, c'est honteux.

Rester clandestinement, ce n'est pas bon. On se bat pour avoir des papiers, on se bat pour nos droits aussi. Moi je travaille depuis quatre ans en France, je l'ai prouvé, et on me dit que je n'ai pas sept ans

**P. :** Nous ne sentons pas tellement la solidarité, même si il y a des gens qui sont derrière nous, qui nous aident. Ici, à Ivry, on a des associations qui nous soutiennent, on a fait une réunion publique avec des gens de la mairie. Pour l'instant, nous attendons. Ils disent qu'ils vont nous soutenir, mais quand tu veux sou-

## Régularisation des sans-papiers d'Ivry

Nous avons quitté notre pays, laissé notre famille derrière nous. Nous sommes venus en France pour travailler, et depuis des années, nous travaillons.

Sans-papiers, nous sommes aussi sans droits, obligés pour vivre d'accepter les travaux les plus durs et les moins bien payés, dans le bâtiment, le nettoyage, la confection... On nous fait travailler le plus souvent « au noir » ; pourtant les entreprises qui nous emploient font des bénéfices, et pourraient nous déclarer.

La circulaire de régularisation nous a donné un grand espoir de sortir de cette condition, de vivre plus dignement.

Confiants, nous avons déposé les preuves dont nous disposons. Les critères devaient être appréciés « avec souplesse ».

### Nous n'avons rencontré que l'arbitraire

Au lieu des papiers promis, nous recevons des invitations à quitter le territoire dans un délai d'un mois ! Les motifs sont souvent fantaisistes, ne tenant aucun compte des dossiers déposés :

- On nous reproche de n'avoir pas sept ans de résidence en France, alors que nous prouvons notre présence depuis 1990, 1988, et plus encore.

- On nous reproche de ne pas travailler, alors que malgré notre situation, nous parvenons à présenter des fiches de paie, des certificats de travail...

Nous avons déposé des recours auprès de la préfecture, mais l'administration, qui nous donne un mois pour quitter le territoire, se donne à elle quatre mois pour répondre... l'absence de réponse de sa part devant être considérée comme un refus !

Notre mot d'ordre reste :

### Des papiers pour tous !

Nous demandons à tous, associations, élus locaux, avocats, citoyens de nous aider, de nous soutenir pour obtenir la régularisation massive des sans-papiers.

Les sans-papiers du foyer d'Ivry

abonnez-vous! abonnez-

# La Bulgarie, le pays des chiens errants

IL FUT UN TEMPS JADIS OU LE QUIDAM POUVAIT ESPÉRER d'éventuels changements. Or depuis la chute du boucher des Balkans, Todor Jivkov, premier secrétaire du parti communiste de 1953 à 1989, la Bulgarie se laisse emporter par une résignation suicidaire.

Depuis la fin de l'année dernière, un certain nombre de changements ont néanmoins eu lieu. Les élections législatives se sont déroulées sous la pression de la rue (déchaînement populaire devant le parlement), voyant la victoire de la coalition anticommuniste. Ce raz-de-marée fut total, avec dans un premier temps la victoire, toujours, de cette même coalition, à l'élection présidentielle.

## Bureaucratie rouge et mafia

Un rejet du communisme (même si le parti s'est reconverti au socialisme) s'était emparé du pays jusqu'à ce que le gouvernement de Jan Videnov cédât face à une violence urbaine inhabituelle pour ce pays. Il faut reconnaître que le gouvernement socialiste a tout fait pour réveiller les velléités à son égard, comme les ventes de blé clandestines à l'étranger précipitant le pays au bord de la famine (hiver 1996-97). Les retraités, ne pouvant plus s'acheter le pain quotidien, se laissaient mourir, les enfants des tsiganes crevaient de froid et de faim dans l'indifférence gouvernementale. Jan Videnov, Premier ministre, prétextait de son innocence et de son ignorance dans les faits imputés alors que ses proches collaborateurs se sont enrichis en affamant un peuple. La faillite de milliers de petits épargnants n'a pas soulevé le peuple bulgare (ce qui n'a pas été le cas en Albanie) face à ces exploitateurs et affameurs mis au pouvoir par l'Armée rouge. Le scandale des pyramides ne semble pas attirer l'attention du nouveau président Stoyanov et de son premier ministre Kostov qui laissent ces spéculateurs couler des jours tranquilles en Californie. Les journaux, la télévision jouent leur rôle d'information mais cela n'a aucun effet, la Bulgarie semble être l'eldorado des bandits de toute espèce. La mafia et la nomenklatura rouge se partagent le gâteau, précipitent le pays au bord du gouffre (vente des entreprises éta-

tiques aux multinationales étrangères, exportation de viande provoquant une pénurie). Entre ces deux organisations criminelles, la passerelle est très lâche, d'une complicité tacite, parfois, elle se termine dans le sang comme lors de l'assassinat de Loukanov, Premier ministre en 1992-1993. Les journaux ont désigné les commanditaires de cet assassinat en la personne du patron de l'entreprise Multigroup et de l'équipe de football du C.S.K.A. Sofia. Le peuple bulgare n'a pas à pleurer la mort de cet escroc car Loukanov a été le principal responsable de la liquidation de l'économie nationale bulgare (trafic en tout genre). Depuis un certain nombre d'années, les règlements de comptes entre mafias interposés rythment les faits divers de ce pays. Le nouveau président, Stoyanov, un avocat de 44 ans, apparaît comme le messie pour la plupart des Bulgares. Mais le désenchantement risque d'être plus rapide que prévu. Dans un pays frappé par une banqueroute, il s'est fait rembourser ses frais de campagne présidentielle (un million de dollars), Dogan, le nationaliste turc, ancien agent du K.G.B., seulement 300 000 dollars. Dans le même temps, les médecins, les professeurs gagnent 320 F par mois. Et la spirale de l'inflation reprend son envolée, favorisée en grande partie par des spéculateurs (un saucisson, bas de gamme, prend 4 000 levas d'un semaine sur l'autre par la grâce du boucher, passant de 12 000 à 16 000 levas ; une retraite équivaut à 39 000 levas) et par l'État (gaz, électricité, téléphone, tickets de bus, etc.).

## Une population à la dérive

Pour détourner l'attention, le duo de choc Stoyanov-Kostov a ouvert les dossiers des personnes ayant collaboré avec la police sous l'ère Jivkov. L'honneur est sauf, aucun député n'y figure malgré un tapage continu depuis plusieurs mois digne d'un État responsable. De la poudre aux yeux pour éviter de s'attaquer aux vrais problèmes : lutte efficace contre les organisations criminelles (une police, des douaniers corrompus), mise en place d'un maximum pour les denrées de première nécessité. Stoyanov a été élu pour cela, et il peut s'attendre à une réaction imprévisible du peuple bulgare qui n'a plus rien à perdre.

Les Bulgares sont comme ces millions de chiens errants qui sillonnent les villes et les campagnes à la recherche de quelques os. Quand la faim est trop tenace, ils se jettent sur les gens. Le gouvernement, le parlement se sont interrogés sur la nécessité de les tuer car ils deviennent, par leur nombre et leurs maladies, une menace pour la population. Mais ces pauvres hères ont de la chance, ils sont protégés par Brigitte Bardot, qui a menacé la Bulgarie d'anathème en cas de massacre perpétré à leur rencontre. Mais qui va protéger les femmes victimes de la violence masculine (la Bulgarie et la Roumanie détiennent le triste record de viol par habitant), les retraités et les enfants tsiganes qui crèvent de faim et de froid ?

Les Bulgares se résignent de plus en plus dans un mysticisme dévastateur. Les sectes et religions de tout genre prospectent, profitant du désarroi de tout un peuple. L'islam fait le forcing en imposant 32 nouvelles mosquées dans le paysage. Peu de personne croit en l'avenir et le taux de natalité est un des plus bas d'Europe. Une personne faible, honnête, n'a plus sa place dans ce pays.

Tout se ligue contre la Bulgarie, le seul espoir est encore dans la sélection bulgare qui s'est qualifiée pour la coupe de monde de football de 1998. Et l'Anarchie, la plus haute expression de l'ordre (Reclus), dans tout cela ?

Dans un article paru dans l'*Événement* du jeudi du 23 au 29 janvier 1997, le journaliste avait souligné l'extermination des membres de la puissante Fédération anarchiste communiste bulgare durant l'après guerre.

La F.A.B. est présente aujourd'hui à travers son journal *Svobodna Mysel* (La pensée libre), diffusé à 2 000 exemplaires. Sur les 2 000 cotisants, un grand nombre sont de la vieille génération issue de la déportation et de l'exil. Et les idées se déplacent difficilement dans le pays. L'anarchisme a encore de beaux restes dans ce pays, mais il reste aux compagnons, jeunes et moins jeunes, le plus dur à faire, occuper le terrain contre vents et marées. Et je laisse la dernière phrase au journal de la Fédération anarchiste bulgare qui a écrit en mars 1997 « Peuple, tu es petit, car tu es à genoux, lève-toi ! ».

Roget Paltroquet

SUISSE

## Deux nouvelles initiatives antimilitaristes

ALORS QUE LA CONTROVERSE autour de l'attitude des autorités confédérales durant la Seconde Guerre mondiale ne mollit pas, le Groupe pour une Suisse sans armée relance sur la place publique le débat à propos de la défense nationale et de la politique étrangère.

Le 23 novembre dernier, dans le restaurant Kreuz à Soleure, là où le Groupe pour une Suisse sans armée fut fondé en date du 12 septembre 1982, l'assemblée générale du mouvement a approuvé deux nouvelles initiatives. Celle intitulée « Sécurité plutôt que défense : pour une Suisse sans armée » vise à abolir les corps de troupes. Elle stipule de surcroît que le peuple décide d'une participation à des opérations internationales de maintien de la paix en dehors du territoire helvétique. La seconde, « La solidarité amène la sécurité : pour un service civil volontaire pour la paix », dépendante du point de vue de son contenu de la précédente, souhaite contribuer au désamorçage des situations de violence. Toute personne intéressée bénéficierait d'une formation de base quant à la résolution pacifique des conflits. La collecte des 100 000 signatures requises en vue d'une votation débutera le 17 mars 1998. Pour Nico Lutz, le secrétaire du G.S.S.A., « l'armée recherche désespérément une nouvelle légitimité... Elle constitue un facteur de risques... Elle n'est pas une partie de la solution mais du problème... Nous ne voulons pas déléguer la sécurité et la paix aux stratégies militaires... Durant des décennies, l'armée incarnait la politique du repli national. Aujourd'hui nous nous étonnons que pour de nombreux compatriotes, l'Europe et le monde s'arrêtent à nos frontières... ». Andreas

Gross, un des pionniers du G.S.S.A., a démissionné de même qu'Adrian Schmid, Martin Bühler et Jürgen Schulz. Le conseiller national socialiste de Zurich considère que les deux propositions sont vouées à l'échec dans le contexte actuel.

Invité le dimanche 30 novembre sur le plateau de la télévision suisse

romande pour l'émission *Droit de cité*, Paolo Gilardi, militant du G.S.S.A., rappelle l'ineptie de l'appareil militaire : « Qu'est-ce qui justifierait, en termes de menaces, une armée de 180 000 hommes ? (1) Le budget de l'O.T.A.N. est quarante fois supérieur à celui de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe... Je refuse que

l'identité suisse passe par l'uniforme... ». En préambule à la discussion, le présentateur Dominique von Burg précisait que, d'après les derniers sondages, seul un Suisse sur trois demeure convaincu de la nécessité de l'armée, laquelle coûte 5 milliards de francs suisses par an (20 milliards de francs français).

### Quelques rappels...

En 1973, le journaliste et documentariste bâlois Roman Brodmann publia un opuscule de politique-fiction qu'il titra *Suisse sans armes - 24 heures dans l'année X (2)*, dans lequel il imagina qu'un dimanche 3 septembre la population se prononcerait, à une courte majorité, en faveur de la suppression de l'armée. Neuf ans plus tard, des jeunes gens créèrent le G.S.S.A. Son film, *Le rêve de l'abattage de la vache la plus sacrée*, diffusé début juin 1987 sur l'A.R.D., la première chaîne allemande, valut à Roman Brodmann d'être traité de « souilleur de nid », voire de « traître à la patrie » par l'establishment politique et la caste galonnée. Le conseiller national Arnold Koller, chef du département militaire, s'insurgea le 9 juin 1987 à la tribune du Parlement de la programmation « d'un film à ce point tendancieux dirigé contre une institution centrale d'un pays ami ». L'utopiste Roman Brodmann puisa son espoir pour le futur dans l'adhésion des moins de trente ans à l'audacieux et blasphematoire projet.

En février/mars 1989, le célèbre écrivain Max Frisch (15 mai 1911 - 4 avril 1991) rédigea un dialogue entre Jonas, une jeune recrue, et son grand-père sur le thème *Suisse sans armée ? Un palabre* (3). Le vieil homme qui a vécu

la guerre et ingurgité un temps les men songes relatifs à « la neutralité », énonce les enjeux : « si nous parvenons à une paix authentique, cela deviendrait à nouveau dangereux. Pourquoi avon-nous besoin de la guerre froide ? L'estompage des images de l'ennemi qui ont fait leurs preuves... pourrait soudainement contrecarrer l'approbation des milliards pour l'armement ». Pour le vétéran, « l'armée est un club paranoïde... Sérieusement, Jonas : se débarrasser d'elle signifierait qu'émerge une autre Suisse, rends-toi compte, une Suisse vivante, voilà ce que l'on redoute. Et pour empêcher cela, nous nécessitons l'armée ». Pour Max Frisch, « la pensée militaire a imprégné l'histoire durant des siècles et conduit à la situation actuelle qui nous oblige à nous en défaire. La croyance en une possibilité de paix, l'unique possibilité de survie pour le genre humain, est une croyance révolutionnaire ».

Le G.S.S.A. avait suscité une adhésion non négligeable lors de deux référendums qu'il parvint à imposer : 35,6 % des électeurs ainsi que les cantons de Genève et du Jura s'étaient prononcés le 26 novembre 1989 en faveur de la suppression de l'armée ; le 6 juin 1993, le moratoire sur l'achat des avions de combat américains F/A-18 avait recueilli 42,7 % des suffrages.

René Hamm

- (1) Actuellement, environ 400 000 individus sont mobilisables. Paolo Gilardi répondit à Pierre-Alain Genil du Parti socialiste, partisan de restreindre de moitié le nombre des soldats.
- (2) Non disponible en français - réédité en 1989 chez Zytglogge à Berne.
- (3) En langue allemande, chez Suhrkamp - Francfort-sur-le-Main.



ITALIE

# Vers la pacification et la fascisation ?

**L**E 19 SEPTEMBRE 1977, Enrico Berlinguer écrivait dans l'Unità: « aujourd'hui que le fascisme est un mot imprévisible, ils utilisent le mot autonomie ». Tout le monde voit bien à qui ces paroles sont adressées.

Après vingt ans, il arrive que les héritiers du P.C.I. du versant maximaliste, et les héritiers de l'autonomie, du versant minimaliste, trouvent un terrain d'entente, d'une part sur la défense de l'État socialiste, ce qui produisit la manifestation du 25 octobre. Refondation communiste aura bien du mal à convaincre tous ceux qui participaient à la politique gouvernementale qu'elle entendait soutenir Dini, Ciampi et les autres, jusque là combattus par tous les moyens.

Ce qui tend à mettre en évidence le comportement de la gauche institutionnelle dans l'accomplissement de féroces actions de représailles sur le terrain de la reconstruction historique afin de légitimer son pouvoir. Et toujours dans le même but de faire des actions de forte répression sociale envers ceux qui s'opposaient et ne voulaient pas se laisser bâillonner.

### La pacification nationale est en marche

Quelques exemples: dans la nuit du 5 au 6 octobre 1996, certains groupes d'extrême droite ont souillé le local de l'A.N.P.P.I.A. (1) à Livourne. Peu de temps avant, à Pise, il y avait eu des affrontements dans un restaurant parce qu'un anniversaire était fêté avec un gâteau en forme de croix gammée. C'est durant ces jours que les rescapés de Salo (2), les membres du M.S.I. de Rauti et les fascistes en veste croisée de Fini essayèrent d'élever un monument à leurs morts. ??? sont égaux, pourquoi ne consentirions-nous pas aux vaincus le droit de citoyenneté? C'est cette question qui inspira le raisonnement qui devait se conclure avec l'affirmation: l'heure de la paix nationale est arrivée. On doit assu-

rer aux fascistes une place au premier rang. Ainsi, au congrès du P.D.S. où Raudi siège sur un confortable fauteuil; ainsi, dans les deux chambres où Fini dicte ses lois en faveur d'un système présidentiel; ainsi les fascistes peuvent inaugurer des monuments, être reçus dans les salles communales avec des partisans pour obtenir des médailles, comme cela s'est produit à Cararre, grâce à la mairie P.D.S.

Et ainsi de suite: à Rome, où Rutelli (3) voulait inaugurer une rue au nom de Bottai, auteur des lois xénophobes dans le gouvernement de Mussolini; tandis qu'à Pise on essaie d'ériger un monument à Giovanni Gentile (4) dans la Normale (université très renommée - N.D.T.).

Ce qui est encore plus terrible, c'est le recul culturel et historique de ce qui est désormais chose connue par tout le monde: les fascistes n'ont pas été vraiment battus. Nier cela revient à nier la période de la stratégie de tension, cela revient à oublier les étroites relations que les services secrets italiens ont maintenues, jusqu'à nos jours, avec les anciens et les nouveaux fascistes, cela revient à taire les bombes qui ont tué des milliers d'innocents et qui furent des bombes d'État et des patrons, bombes utilisées pour arrêter l'avancée du mouvement ouvrier révolutionnaire. D'autre part, est symptomatique de cette semaine l'agression à coups de couteaux de deux antifascistes qui avaient parti-

cipé, à Rome, au cortège en mémoire de Walter Rossi, agression commise par des fascistes avec la complicité des forces de l'ordre. C'est la première fois que le choix politique de pacification nationale est appliqué aussi indistinctement afin d'enterrer, en même temps, deux périodes historiques comme la résistance et les années soixante-dix. La bataille menée par le comité « libres libres » pour la libération de Bompres, Pietrostefani, Sofri (5) est une bataille qui s'inscrit dans cette logique. En effet, ils ont immédiatement parlé d'affaires personnelles, de simple erreur de procès, sans relier cette histoire à une vision plus générale qui aurait pu ouvrir, d'un certain côté, la discussion sur ces années et

tège et le rend invulnérable à toute sanction judiciaire? Pourquoi, il y a seulement quelques mois, lors d'un concert de solidarité avec des anarchistes arrêtés dans un centre social à Scandicci, les forces de l'ordre ont-elles agressé avec une particulière violence les participants à cette initiative, s'acharnant sur des jeunes filles attachées au portail ou sur des garçons couchés à terre? Pourquoi les prisons sont-elles pleines d'immigrés accusés pour la plupart de petits délits?

Ce sont toutes ces questions qui lient aujourd'hui encore notre époque aux années soixante-dix. Et la solution ne sera sûrement pas donnée par la politique de pacification nationale. Les fascistes, dans les années soixante-dix, infiltraient les cortèges main dans la main avec la police. Les jeunes fascistes qui organisaient des embuscades et qui tissaient des relations avec les pires dictatures, avec les Pinochet, les colonels grecs, l'Espagne franquiste; ces fascistes n'avaient rien à faire avec ceux qui, dans la rue, étaient de l'autre côté des barricades et qui, avant même de lutter pour une transformation radicale de la société, avaient la nécessité de se défendre, de ne pas rester isolés, de ne pas se faire emprisonner ou tuer. Même géométriquement, le croisement entre appareil de répression de l'État et fascistes fut quelque chose qui a traversé les rues de nombreuses villes et les a tachées de sang. Ce qui arriva à Franco Serantini (6) était ce qui pouvait arriver à tous ceux qui alors cherchaient à se soustraire à ces géométries par l'action directe et l'aspiration à détruire tout pouvoir constitué.

Encore aujourd'hui, le fascisme reste une possibilité pour l'État et le capital. Ceux qui le nient ne savent pas ce qui se passe dans les commissariats et les prisons italiennes. Ceux qui le nient ne savent pas ce que signifie lutter pour une société plus juste et être soumis aux perquisitions, aux abus des forces de l'ordre, aux machinations des appareils judiciaires. Ceux qui le nient ne savent pas ce que signifie laisser ses proches et ses terres pour faire des mois de prison avec pour seule faute d'avoir exposé ses produits sur un trottoir sans en avoir l'autorisation.

Luca Papini, Umanita Nova (23 novembre 1997)

- (1) A.N.P.P.I.A.: association de partisans, résistants durant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale
- (2) Salo: république de Salo, république fasciste créée à la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale
- (3) Rutelli: ex-Vert, maire de Rome
- (4) Giovanni Gentile: intellectuel qui fut lié aux fascistes
- (5) Sofri: lors de son procès, cet ex-militant des Brigades Rouges qui ne renie rien à son passé, a été condamné à vingt ans de prison
- (6) Franco Serantini: copain anarchiste mort en prison après une arrestation policière musclée.

## RÉPRESSION EN ITALIE

ALORS, ON SORT SANS SA TENUE FOLKLORIQUE RÉGLEMENTAIRE!



## dans la toile

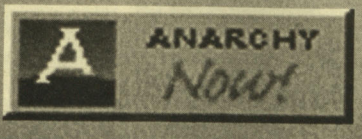
Mon site préféré n'intéressera pas que les anglophones: dans l'« Egoist archive » de Daniel T. Davis (<http://pierce.ee.washington.edu/~david/egoist/>), vous trouverez des informations utiles sur des individus aussi sympathiques que Stirner (avec, entre autres bijoux, l'intégralité de son œuvre en allemand), James L. Walker ou Dora Marsden (une individualiste féministe dont vous pourriez lire les articles sur mon site dès que j'en aurai achevé la traduction). En prime, il vous sera possible de vous abonner gratuitement à deux listes de diffusions: la « Non Serviam Electronic Newsletter » et la « Nonserv Mailing List ».

Dans la même veine, la participation aux groupes de discussions, si vous êtes seul(e)s le soir du réveillon, par exemple, ne manque pas d'intérêt. Mes préférés: [alt.anarchism](mailto:alt.anarchism), [alt.individualism](mailto:alt.individualism) et [alt.feminism.individualism](mailto:alt.feminism.individualism) - pour le versant anglophone de ma personnalité - et [fr.soc.divers](mailto:fr.soc.divers) les jours où j'ai la flemme de consulter mon Harrap's. Si vous n'avez pas de fournisseur de « niuses », vous pouvez passer par <http://www.dejanews.com/> ou en trouver un gratuit à l'adresse suivante: <http://www.jammed.com/>.

Si, plus actif, vous préférez passer de l'autre côté du miroir et créer votre propre site sans vous ruiner, je vous conseille d'aller faire un tour à une des trois adresses suivantes: <http://www.geocities.com>, <http://www.wbs.net> ou <http://www.tripod.com>. Il ne sont pas les seuls à offrir de l'espace disque gratuitement mais ils sont sans doute les plus simples d'accès. Deux derniers points, si vous voulez une (ou plusieurs) adresses électroniques, chez [hotmail.com](mailto:hotmail.com), c'est gratuit et anonyme. Pour créer une liste de diffusion, une seule adresse pratique à ma connaissance: <http://coolist.com/>.

A bientôt dans la toile et bonne fin d'année.

Blue Eyed Keyboard  
email: [bek\\_ml@hotmail.com](mailto:bek_ml@hotmail.com)



nous aurait poussé à nous réinterroger sur les procédés répressifs avec lesquels l'État veut obliger au silence ceux qui, encore aujourd'hui, luttent pour un monde plus juste d'égalité et de liberté, et avec ceux qui dérangent pour le simple fait qu'ils sont des immigrés, vendeurs ambulants, différents, non soumis.

### Un fascisme toujours actif

Ainsi sont négligés différents problèmes. Pourquoi l'État, après tant de temps, a intérêt à mettre en prison ceux qui désormais n'ont plus rien à partager avec cette page d'histoire? Pourquoi les lois antiterroristes sont-elles toujours en vigueur? Pourquoi encore aujourd'hui, si un policier tue par accident un simple passant, la loi Reale le pro-

## abonnez-vous!

LECTURE

A la Petite Semaine. Floréal

L'ART DU BILLET CONSISTE À EXPRIMER en quelques lignes un point de vue sur le monde et son actualité ; c'est assurément chose difficile. La concision de l'exercice séduit et le lecteur lorsqu'il ouvre son journal préféré, est bien souvent tenté de commencer par le billet qui, de ce fait, implicitement, fait fonction d'éditorial. Sans doute, est-ce la méfiance ontologique des anarchistes pour tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à la voix de son maître qui nous doit de chercher dans le Monde libertaire la chronique de Floréal qui ne figure jamais en première page ni même à la même place. Quoi qu'il en soit, dans chaque livraison du Monde libertaire, le lecteur persévérant découvre donc un billet de Floréal qui croque en quelques traits, à la manière des meilleurs caricaturistes, un instantané faisant fonction de commentaire sur l'actualité. Au fil du temps, Floréal a peaufiné son écriture : toujours caustique et à l'ironie mordante, sa plume n'est cependant jamais ni felleuse ni démagogue car elle se fait toujours porteuse d'un projet perceptible à minima en filigrane. Pour qui n'a pas conservé la collection complète du Monde libertaire ou n'a pas le loisir d'en feuilleter les vieux exemplaires empoussiérés, les éditions du Monde libertaire et les éditions Alternative libertaire de Bruxelles proposent de découvrir un florilège des meilleurs billets de Floréal dans un petit opuscule d'une cinquantaine de pages



intitulé « à la petite semaine » avec en surtitre « chroniques sans dieu ni maître » (pour le prix modique de 20 F). Comme nos camarades sont d'incorrigibles séducteurs, le recueil ouvre sur le billet « courtoisement, mais fermement, refusé par le Monde libertaire en mai 1997, histoire de montrer d'emblée que la seule ligne éditoriale acceptable est le respect de la liberté essentielle ainsi un texte rejeté par le journal (rien de plus normal, du reste, qu'un journal fasse des choix !) est publié par les éditions du même nom et du même mouvement. Sain rappel de déontologie anarchiste ! Plutôt que la chronologie, le choix de présentation s'est porté sur un classement par thèmes abordés. Derrière l'éclectisme (du fait divers et local aux relations internationales), on retrouve les grandes constantes du mouvement : les ennemis héréditaires des anars, les forces de l'ordre (curés, socialistes scientifiques, juges, flics...) figurent évidemment au cœur de la cible. Pour autant, Floréal parle, en permanence, de révolution en se référant continuellement à la vie quotidienne comme dans un tout inextricable. Floréal n'a assurément pas de cadavre dans la bouche. Bien au contraire, ses attaques répétées contre les fossoyeurs de la liberté contre les mutilations de toutes sortes sont portées au nom du principe de l'Anarchie : vive la vie !

Mato-Topé

A la petite semaine. Editions du Monde libertaire. 20 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

à la petite semaine  
Qu'elle était verte ma Voynet !

Après nous avoir alarmé et tenté de nous faire prendre conscience des multiples conséquences désastreuses de la prolifération automobile, de la puanteur des villes à l'effet de serre en passant par une pollution inquiétante et un saccage permanent du territoire, sans parler de la connerie agressive du conducteur moyen, des victimes innombrables sur les routes, d'un urbanisme qui lui est totalement dévoué, on ne nous en voudra pas, espérons-le, de ne pas nous joindre ici au grand concert de réjouissances tricolores auquel a donné lieu, dans une logique mortifère mais créatrice d'emplois, cet unique grand bonheur du moment : l'implantation d'une usine Toyota à Valenciennes.

Au moment où les chaînes de télévision et les salles de cinéma diffusent de petits films sur l'ignominie des mines antipersonnel, sans lesquelles les guerres resteraient propres, nul doute que la liesse anti-chômage serait la même à l'annonce de la création d'une usine d'armement sur le sol national.

C'est encore une fois ce prétendu pragmatisme, cette conversion rapide aux « réalités » dans lesquelles se sont enlisés tous les ex-opposants parvenus au pouvoir, qui nous obligera, car l'heure n'est pas encore sonnée de ces lendemains dépollués pourtant promis, à invigiler encore un peu les douces vapeurs d'essence, à toujours nous incliner, jours pairs comme impairs, devant la toute-puissante déesse Bagnole, à admettre sans rechigner les stockages de déchets nucléaires, une troisième piste d'envol à Roissy, le projet fou d'un énième gadget de loisir géant au cœur de l'Auvergne, et à déguster désormais du maïs de laboratoire.

Toutes ces horreurs, naguère indigestes, passeront mieux aujourd'hui car ayant reçu l'aval de Mme Voynet, qui les dénonçait hier et qui doit d'ailleurs sa fulgurante ascension politique à cette dénonciation.

A défaut de pouvoir mettre dans son moteur électrique un tigre vert rugissant, terreur supposée des lobbies pétrolier, agroalimentaire et nucléaire, la ministre continuera de rouler diesel pour la gauche plurielle, assise sur un coussin de promesses recyclables.

Pour mieux symboliser cet invariable reniement des candidats au changement du système par sa conquête électorale, dans laquelle les écologistes ne cesseront comme les autres de s'enguer sans dignité, et afin de laisser une trace dans l'Histoire, suggérons à la Pasionaria transgénique de faire imprimer désormais les bulletins de vote sur du papier recyclé.

Floréal

CINEMA

Le goût de la cerise

INTERDIT EN IRAN, le dernier film de Kiarostami était arrivé en dernière minute, justement parce que les autorités refusaient le visa de sortie. Kiarostami n'avait pas sacrifié au rite obligatoire : montrer son film au festival de Téhéran pour avoir l'aval de la censure. Il se considère donc comme quelqu'un qui aurait échappé à un contrôle. Mais, « regardez bien mes films », ajoute-t-il, non sans malice, « vous verrez jusqu'à quel point l'auto-censure y est présente. » En artiste accompli, il laisse aux specta-

teurs le soin de détecter le degré d'omissions et d'ellipses qui figureraient tout ce qu'il ne peut dire. « Mais s'il n'y avait pas de censure, je ne ferais pas de films différents », donc cessez de lui poser des questions sur la censure, vous voyez bien qu'il ne dira rien !

Pourtant le goût de la cerise parle de quelqu'un qui voudrait mourir. Sujet complètement tabou. Sujet franchement interdit. Le suicide, n'y pensez pas. Le Dieu des Iraniens a pensé pour eux, en a décidé autrement. S'il n'aime pas les questions sur la censure, il n'aime

pas non plus les questions sur la religion. « La religion, le sexe, c'est une affaire privée ». Retranché derrière une phrase de Gioran : « si je ne savais pas que le suicide existe, je me serais déjà tué » ! Kiarostami ne vous expliquera pas non plus pourquoi il a choisi ce sujet-là. Et puis, enfin, le film parle pour lui-même.

Nous sommes loin de son film Le Passager, où un petit garçon traverse l'enfer pour aller voir un match à Téhéran, qu'il ne verra pas, d'ailleurs. Loin aussi de Et la Vie continue et de A travers les Oliviers, des films autour du drame et de l'horreur : les tremblements de terre, les gens déplacés, les morts et toujours la vie, cette vie plus forte que tout. Kiarostami est un fidèle. Fidèle à sa terre, rouge, ocre, brune. Fidèle à sa voiture, il sillonne les routes de son pays, l'habite, filme, enregistre, photographie et dessine. « C'est une sorte de maison, dit-il, on y est bien, à l'abri, libre et en mouvement ».

C'est cette vie là qui habite le film. Être dans une voiture, en appeler aux autres. Partager cet espace, associer les autres à un geste ultime. Mais est-ce la fin ? Les cerisiers sont en fleurs, le film se tourne, la félicité passe. Le Noir, le fondu au noir ne dure qu'un instant. Kiarostami a osé nous montrer son écran noir. Cannes lui a donné la Palme. Quel meilleur cadeau imaginer pour qu'il puisse continuer ? Oti est la maison de mon ami ? était le titre d'un de ses premiers films. En mouvement, comme le cinéma, et sur quatre roues, je l'ai creusée, mais j'ai peur de l'habiter tout seul, a-t-on envie de répondre ; ce film est austère, le goût de la cerise ne vient que quand on a mangé le fruit. Il faut goûter pour savoir.

Heike Hurst. - Fondu au Noir (Radio libertaire)

Quand je ne sors pas, je reste à la maison...

...et j'écoute mes disques. Un vieux Thiéfaïne, par exemple. Je conserve un souvenir ensoleillé des années 70. Le mouvement social était fort, mai 68 pas trop lointain et la révolution, pensions-nous, proche, très proche. Nous vivions dans l'attente du jour où nous mettrions enfin à bas cette société détestable. Années engagées, années lumière. Côté variétés, années Béranger, je vous parlerai une autre fois, c'est promis, de Béranger. 1981, donc. L'année de mes vingt ans. L'année où Thiéfaïne, chanteur baba-flippant, coupa cheveux et moustache et nous envoya dans la gueule un disque noir dès sa pochette. Textes désespérés chantés d'une voix sinistre, proclamation (113<sup>e</sup> cigarette sans dormir) que notre présent n'était pas le prélude espéré à la révolution du bonheur, et titre prophétique : Dernières balises avant mutation.

Avec toute la mauvaise foi qu'autourise seize années de recul, j'affirme hautement que ce disque annonçait les années 80, la chute du mouvement social, la montée de la pauvreté, la hantise du chômage, la guerre du Golfe et le Sida. Et la mise au rancart pour un certain temps de perspectives sociales optimistes. Pas moins !

Je l'affirme bien fort, mais je ne saurais pas expliquer clairement pourquoi. Question de génération, certainement, mais aussi rencontre d'un parcours militant et d'une évolution musicale. Toujours est-il que j'éprouve à chaque nouvelle écoute ce sentiment subjectif d'un disque visionnaire. Un de ceux qui comptent dans ma discothèque, côté chansons. Et, outre la création de Radio libertaire, un des événements les plus importants de cette année 1981...

Tout cela est bien gentil mais pourquoi donc, oncle COQ'S, nous racontes-tu aujourd'hui ces vieilles histoires ?

Eh bien (outre qu'il n'est pas trop tard pour découvrir Dernières balises...), parce que j'ai fait l'acquisition du dernier Thiéfaïne. Ce n'est pas son meilleur, malgré quelques belles réussites (La philosophie du Chaos). Mais, fait intéressant, il renoue symboliquement avec le premier Thiéfaïne, celui des années 70. Notamment par une pochette toute blanche, des titres dadaïstes (24 heures dans la nuit d'un faune) et le retour à une certaine loufoquerie pas obligatoirement grinçante. Il ose même un titre (La tentation du bonheur) propre à dérouter ses vieux compagnons de flip.

Alors, j'hésite à savoir s'il faut en conclure que le désespoir, décidément, s'affadit avec l'âge ou si, visionnaire une fois de plus, Thiéfaïne nous annonce des années enfin prometteuses...

COQ'S

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 11 décembre à 8 h 30 :

Ni maître ni Dieu recevra Jean Vandeville, à propos de l'économie distributive.

jeudi 11 décembre à 18 heures :

Si Vis Pacem : L'arme alimentaire.

vendredi 12 décembre à 14 h 30 :

Jazz en liberté : John Scofield duo en public (1988) ; Pat Metheny trio (1989) ; Gérard Marais quartet (1994).

vendredi 12 décembre à 16 heures :

Reflex recevra Benjamin Lambert, auteur de « Défense d'interdire » (mai 68)

samedi 13 décembre à 11 h 30 :

Chroniques syndicales reçoit les routiers C.F.D.T.

samedi 13 décembre à 13 h 30 :

Chroniques rebelles débattrà autour de « Réfractons », une nouvelle revue libertaire

mardi 16 décembre à 8 h 30 :

Bouillibai session : interview de Mystic Revealaers.

mercredi 10 décembre à 10 h 30 :

Blues en liberté : Otis Rush, le Chicago blues du West side.

LYON

## Notre droit de choisir

EN CE DERNIER WEEK-END DE novembre, les fascistes ont infesté la région Rhône-Alpes et Lyon n'est pas oublié. Cette fois-ci, ce n'est pas un meeting du Front national, mais une démonstration contre les droits des femmes avec la Convention nationale de la « Ligue pour la vie ». Bruno Mégret, secrétaire général du FN., et Xavier Dor assistent à cette réunion sous haute surveillance policière. La « Ligue pour la vie » est une association fondée par le FN. en 1995 afin de favoriser des rencontres et des

passerelles notamment entre la droite parlementaire et les milieux catholiques. Elle s'inscrit dans le courant pro-vie. Pour eux, il s'agit de défendre le « droit à la vie », pour cela ils n'ont pas hésité à organiser de nombreux « sauvetages », c'est-à-dire des attaques contre des centres d'interruption volontaire de grossesse dans les hôpitaux.

### Sauver la France !

Le FN. développe son idéologie à l'aide d'une stratégie de ramifications

multiples dans une société qui supporte une misère galopante. Il préconise une politique nataliste face au « déclin démographique » des français et à « l'invasion des enfants étrangers ». Il met en avant la préférence familiale et la préférence nationale et pour cela il encourage les bons français à « faire des enfants avec des femmes françaises » sans oublier l'expulsion des étrangers et la fermeture des frontières de ce pays chrétien.

Pour revigorer ce peuple français, il faut lui rappeler sa culture et ses traditions. La place des femmes est une pierre angulaire de ce dispositif basé sur l'ordre naturel, divin et/ou biologique. La femme doit reprendre sa place au foyer et se soumettre à son horlogerie biologique. Dans cette logique, la condamnation de la contraception et de l'avortement ne suffit pas. Le modèle de vie est la famille traditionnelle, et toute dérogation à cette règle est un crime, que ce soit une relation hétérosexuelle non procréatrice ou encore plus une relation homosexuelle.

### Notre droit de choisir !

Face à cette idéologie sexiste, homophobe, raciste et nationaliste un ensemble d'organisations dont le M.E.P.F., S.U.D.-P.T.T., S.U.D.-C.R.C.,

ANNECY

## Mobilisation antifasciste

En campagne pour les régionales, Le Pen tente de récupérer la résistance antinazie du plateau des Glières, par un dépôt de gerbe au cimetière de Morette (nécropole nationale).

Sous la pression du C.L.I.C. (Collectif de liaison et d'initiatives contre le racisme, la xénophobie et le fascisme) regroupant plusieurs associations, groupes, partis et syndicats, ainsi que les anciens combattants et résistants, le préfet n'a pas eu d'autre solution que d'interdire l'accès du cimetière à Le Pen et ses sbires.

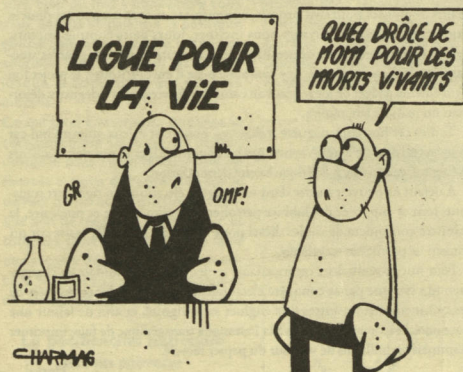
Rejeté de partout (annulation d'un gueuleton avec des patrons de la vallée de l'Arve), Le Pen a réussi à rassembler, contre lui, la plus grande manifestation jamais vue depuis longtemps à Annecy (entre 10 000 et 12 000 personnes).

Autour du groupe Atanar (anarchistes d'Annemasse et ses environs), soutenu par des compagnons de la F.A. de Lyon, se sont rassemblés de nombreux libertaires.

Notre présence a été remarquée, par ses propositions d'une lutte antifasciste, par notre combat contre les États, les frontières et notre volonté de créer une société solidaire et libertaire.

Il s'avère que nous avons été sérieusement encouragés par la mobilisation inespérée du mouvement anarchiste.

groupe Atanar



les Verts, le M.J.S., Ras l' front, les J.C.R., La Menstrueuse et les libertaires No Pasaran, La Gryffe, la C.N.T. et la F.A. ont appelé à un rassemblement-manifestation à la Croix-Rousse. Plus de 200 personnes ont pendant deux heures affirmé leur volonté de défendre le droit à l'avortement et plus largement les droits des femmes, le droit de choisir sa sexualité, le choix d'une société antisexiste et antiraciste. Cette manifestation mar-

que notre volonté de ne pas lâcher une once de terrain aux fascistes et aux intégristes de tout ordre. C'est d'autant plus vrai quelques jours avant la fête catholique du 8 décembre où la population lyonnaise est autorisée à faire la fête toute la nuit. Nous serons au rendez-vous du Carnaval du blasphème pour faire souffler un vent anticlérical et de liberté !

Danielle  
groupe Kronstadt.

ROUEN

## 8<sup>e</sup> journée de l'Édition libertaire

LE 29 NOVEMBRE, le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organisait sa Journée de l'Édition libertaire. Un rendez-vous devenu habituel en ce mois de novembre, puisque c'était le huitième du nom.

Le but de cette journée est d'appréhender la réunion politique d'une autre façon, plus festive, et de se tourner vers un aspect plus culturel de l'anarchisme, car sur ce plan là, contrairement à d'autres, nous tenons une place importante.

Si les années précédentes, il était question de féminisme, du surréalisme, des sectes, etc, cette année était consacrée au polar : « drapeau noir et roman noir », car comme le dira, lors du débat, l'un des invités : « dans les romans, la seule littérature qui se cogne à la réalité, c'est le polar ».

Depuis soixante-dix ans qu'existe ce genre littéraire, il faut dire que le

polar côtoie souvent l'anar. Même s'il y a peu de polars anarchistes à proprement parler, on rencontre souvent des anarchistes dans le polar français, comme aujourd'hui la série du *Poulpe*, où le héros est dessiné comme libertaire.

Bien sûr, on pourra penser que les anarchistes sont mis là pour leur côté « exotique », mais justement c'est aux militants anarchistes de mettre le doigt dessus et de montrer à tous les lecteurs de polars que l'anarchisme est une réalité.

Toujours est-il que les sympathisants et les curieux ont été nombreux à braver les intempéries et les embouteillages pour venir discuter, s'informer auprès des différents stands (groupe de Rouen, Librairie du monde libertaire, C.N.T., *On a faim!*, le squat « Chez Émile » qui vient de gagner son procès et a obtenu un bail précaire de trois ans, etc.), admirer les toiles d'Aurélien Dauguet et assister au débat.

Le groupe de Rouen avait invité pour le débat quatre auteurs de romans policiers : Jean Jacques Reboux, directeur de collection aux Éditions La Baleine, lauréat du prix du Polar 1996 pour son livre *Le Massacre des Innocents*, Evane Hanska, qui a écrit entre autres *Une Hirondelle dans le beffroi*, Serge Livrozet, auteur connu des anarchistes qui a écrit au Poulpe *Nice Baie d'aisance*, et Sylvie Picard, auteur de *Émission Victimé*, et animatrice d'une émission sur *Radio libertaire*. Le débat fut riche et coloré.

Pour finir, après un buffet très convivial, cette huitième Journée de l'Édition libertaire proposait un vieux film de Robert Aldrich, « Kiss Me Deadly » (*En quatrième vitesse*), ce qui clôtura cette journée à la manière d'un ciné-club...

Jean Pierre Levaray  
groupe de Rouen

## Permis de tuer

Nous avons fait état, dans ces colonnes, en juin, du procès qui oppose la famille d'Ibrahim Sy à la gendarmerie. Les faits incriminés remontent à janvier 1994 et peuvent se résumer en deux mots : bavure mortelle. Pour être plus précis, dans des circonstances assez troubles, Ibrahim fut tué par des gendarmes alors qu'il s'apprêtait, semble-t-il, à piquer une voiture sur un parking. Les gendarmes s'étaient alors prévalus de la légitime défense... Le drame avait fait grand bruit dans la région rouennaise, et en particulier dans le quartier des Sapins (Hauts de Rouen), d'où était originaire Ibrahim, et où les jeunes avaient réagi de façon violente (des nuits avaient été très chaudes!).

A la suite de diverses manifestations, une enquête avait été ouverte par le procureur de la République, qui avait en son temps promis la transparence. Cette enquête s'est évidemment soldée par un non-lieu en faveur des pandores. La famille avait fait appel de cette décision, et jeudi 27 novembre, la chambre d'accusation l'a rejeté, et a confirmé l'ordonnance de non-lieu, estimant que les gendarmes avaient usé de leurs armes dans le cadre de la loi. Une version des faits qui est des plus contestable, si on se base sur les expertises balistiques et médico-légales.

Il semble que personne n'ait été surpris d'une telle décision, en toute logique, car on voyait mal la justice condamner les forces de l'ordre, en somme le bras droit de l'État condamnant son bras gauche! Pour l'instant, la famille d'Ibrahim Sy a fait un pourvoi en cassation, ce qui lui permettra par la suite de saisir la Cour européenne de Justice, selon l'avocat... Mais même si l'État français y est condamné, ce qui reste à prouver, le mal a été fait : la Justice française, en donnant l'absolution aux gendarmes, leur a accordé par avance le permis de tuer en toute impunité.

Eric Gava. - groupe de Rouen

## A G E N D A

### mercredi 10 décembre

**TOURS** : Le groupe libertaire organise une bouffe (à apporter) suivie d'un débat sur l'anarchisme, qu'est-ce que c'est ? à Utopia, 32 rue Carnot à partir de 19 h 30.

### Jeudi 11 décembre

**GRENOBLE** : A l'occasion de la venue de Bruno Gollnisch dans le cadre de la campagne pour les élections régionales, le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste et le syndicat interco 38 de la C.N.T. appel à se joindre à la **manifestation à 18 heures place Victor-Hugo**.

### Vendredi 12 décembre

**MONTPELLIER** : Le groupe de Montpellier de la F.A. vous invite à 20 h 30 à une projection du film « *Chemins de traverse : paroles de grève* » sur la grève de novembre-décembre 1995 chez les cheminots. Projection suivie d'un débat à l'Antre-anar (5, rue Jeanne-d'Arc).

### samedi 13 décembre

**LYON** : L'Union locale de la Fédération anarchiste vous invite à un débat public sur « **La religion c'est la censure, le mensonge et l'oppression** » à 15 heures à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc.

**NANTES** : Le groupe de la F.A. organise une conférence-débat sur **les alternatives en matière d'éducation** pour discuter de leur intérêt et de leurs limites, le, avec des intervenants (élèves et enseignants) du Lycée expérimental de Saint-Nazaire, du Lycée Prévost de Bordeaux et de la pédagogie institutionnelle à **partir de 15 heures au Local, 16, rue Sanlecque** (Quartier Madeleine). Possibilité de repas en solrêe.

**PARIS** : La C.N.T. organise une réunion-débat à l'occasion de la parution du livre « **La collectivité de Calanda (1936-1938)** » et en présence de Miguel Celma à partir de 19 heures au 33 rue des Vignes.

### dimanche 14 décembre

**PARIS** : **Aguascalientes-rencontre des luttes** avec des sans-papiers, des chômeurs, des gens du foyer Nouvelle-France, des femmes, des anarchosindicalistes et le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte. Débats, bouffe, fiesta à partir de 16 heures au 33 rue des Vignes.

### vendredi 9 janvier

**MONTPELLIER** : Apéro de nouvelle année organisé par le groupe de la Fédération anarchiste à partir de 19 heures à l'Antre-anar (5, rue Jeanne-d'Arc).